

La dette publique doit-elle ne pas dépasser un certain seuil ?

vendredi 23 mai 2014, par Jacques Cossart

Une étude avait fait grand bruit en 2010, qui était conduite par deux éminents économistes, Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff : « [Growth in a Time of Debt](#) ». Ses auteurs y affirmaient, après étude de 44 pays sur 200 ans, qu'une dette publique supérieure à 90 % de leur PIB, conduisait, irrémédiablement et quel que soit le cas de figure, à une récession.

Cette étude, grossièrement entachée d'erreurs mises au jour par deux étudiants – mais « [Tout le monde peut se tromper !](#) » –, a fait un flop, sans pour autant tempérer l'enthousiasme qu'elle avait déclenché dans le landerneau ultralibéral. Parmi les adorateurs de cette divine surprise, il faut signaler le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, artisan convaincu du bien-fondé de la rigueur européenne.

On ne peut que saluer l'amende honorable du FMI qui publie en février 2014 un *working paper* (WP) montrant qu'il n'y a pas de seuil magique en la matière : « [Debt and Growth : Is There a Magic Threshold ?](#) »

À partir de leur étude, les auteurs affirment n'avoir relevé, dans l'examen attentif d'un siècle de statistiques, aucun seuil au-delà duquel la croissance serait compromise. Il s'agit de la confirmation d'un [précédent WP](#) de janvier 2013, signé de l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, et d'un autre économiste de l'institution de Washington, Daniel Leigh. Ce papier admettait les erreurs du FMI quant au multiplicateur budgétaire : les coupes dans les budgets ont une action dépressive plus importante qu'annoncé.

Parmi les très nombreuses études qui mettent en cause le bien-fondé des ressorts théoriques des « politiques de l'offre » – dénomination remise à l'honneur par le président de la

République française – on peut citer : « [Prévisions de l'OCDE pendant et après la crise financière : un post-mortem](#) », étude publiée en février 2014. L'organisation du château de la Muette est suffisamment réputée comme soutien indéfectible du toujours vivace « Consensus de Washington » pour qu'il vaille la peine de citer l'une des conclusions du rapport : « Les pays dans lesquels l'assainissement budgétaire a été plus vigoureux que prévu sont aussi ceux où la croissance a été inférieure aux prévisions [...]. L'hypothèse réitérée selon laquelle la crise de la zone euro allait s'estomper au fil du temps et les écarts de rendement des obligations souveraines se resserrer a constitué une source d'erreur plus importante. »

C'est aussi le cas de la *Federal reserve board* (FED) des États-Unis qui publie en janvier 2014 « [How Well Did Social Security Mitigate the Effects of the Great Recession ?](#) ». On peut, notamment, y lire : «

Nous constatons que, pour les personnes vivant sous le choc de la Grande récession, les pertes moyennes de bien-être sont notablement plus faibles dans une économie avec sécurité sociale que dans une économie sans un programme de sécurité sociale »

Les experts internationaux semblent de plus en plus convaincus que la rigueur nuit à la croissance et à la qualité de vie des citoyens !